

Nicolas Sarkozy joue son va-tout économique

Le chef de l'Etat, qui n'a toujours pas annoncé officiellement sa candidature, a présenté une série de mesures censées améliorer la compétitivité des entreprises et répondre à la crise du logement

Nicolas Sarkozy a lancé hier soir la dernière salve de réformes de son quinquennat, dont une hausse de TVA pour financer la protection sociale, à moins de trois mois d'une élection présidentielle à laquelle il entend participer.

Lors d'une émission à l'allure de quizz ou double retransmise par huit chaînes de télévision, le chef de l'Etat, à la traîne dans les sondages, visage grave, a débordé éludé les questions sur sa probable candidature. Mais à la fin de son intervention, il n'a laissé aucun doute sur ce qui n'est plus depuis longtemps qu'un faux suspense : « J'ai un rendez-vous avec les Français, je ne me déroberai pas », a-t-il promis, en ajoutant être « très déterminé ». Une détermination qu'il s'est attaché à illustrer en annonçant une mesure potentiellement impopulaire, y compris dans son propre camp : le passage de la TVA de 19,6 % à 21,2 %, qui de-



L'interview, qui a duré près d'une heure quinze, était retransmise par huit chaînes de télévision. (Photos Franz Chavaroche)

vrait être mise en place au 1^{er} octobre prochain. Cette mesure, complétée par une hausse de deux

points de la Contribution sociale généralisée (CSG) sur les produits financiers, permettra d'abaisser les co-

tisations sociales patronales pour améliorer la compétitivité des entreprises françaises, pour un coût es-

timé à 13 milliards d'euros. Nicolas Sarkozy s'est efforcé de répondre aux objections soulevées jusque dans la majorité contre la hausse de TVA, en assurant que celle-ci n'aurait pas d'incidence sur les prix et que le niveau en France de cet impôt indirect serait ainsi dans la moyenne européenne.

Vers la fin des 35 heures

Autre décision par avance contestée, notamment par les syndicats : le chef de l'Etat a annoncé que les entreprises pourraient conclure des accords sur des baisses de salaire ou le temps de travail avec leurs salariés si une majorité de ceux-ci l'acceptent, avec pour conséquence la fin des 35 heures, si cela permet de sauver des emplois.

Il a également annoncé que les possibilités de construction seraient augmentées de 30 % sur tous les terrains constructibles, afin de re-

médier à la pénurie de logements qui fait flamber les prix de l'immobilier. Les entreprises françaises de plus de 250 salariés auront par ailleurs l'obligation d'avoir au moins 5 % de jeunes en apprentissage dans leur effectif d'ici à 2015.

Nicolas Sarkozy a enfin confirmé que la France mettrait en place une taxe sur les transactions financières de 0,1%, dont il souhaite la mise en œuvre dès août 2012.

Mais il s'est également voulu rassurant en affirmant que l'Europe n'était plus « au bord du gouffre » financier et en annonçant un déficit public français plus faible que prévu en 2011, à 5,4 %, voire 5,3 % du PIB. Tout au long de son intervention, le chef de l'Etat a multiplié les piques contre François Hollande, qui a conforté son statut de favori lors de son premier grand discours de campagne, le 22 janvier au Bourget, puis lors de la présentation de son programme.

Ce que le président de la République a dit aux Français

■ Dégradation

« Standard & Poor's n'a pas eu plus de conséquences sur les Etats-Unis que sur la France. »
« Ne confondons pas le thermomètre avec les causes de la maladie. »

■ Couple franco-allemand

« Ne remettons pas en cause ce trésor. » « 60% des exportations françaises se font avec l'Europe. Ensemble avec l'Allemagne, nous serons plus forts. »

■ Chômage

« Les étrangers ont plus de chômeurs que nous. Comme quoi, la délocalisation n'est pas une solution. »

■ Logement

« Si on encadre les loyers, plus personne ne construira et plus personne ne louera. »
« C'est en augmentant l'offre de

logements que nous ferons pression sur les prix. »

« Un conseil municipal qui ne voudra pas utiliser cette possibilité (+30 % de surface constructible) pourra la refuser, mais il devra voter une délibération pour le refuser. »

■ Jeunes

« Les entreprises qui ne respectent pas les règles verront la sanction doubler. »
« L'avenir des jeunes c'est dans l'entreprise, pas dans l'administration ni l'assistantat. »

■ Emploi

« La France se vide de son sang industriel. »
« Je veux que la France soit une terre de production. »
« Le mot de TVA sociale n'a aucun sens. »
« Le "consommer français" n'a

pas de sens, il faut produire en France. »

■ Politique familiale

« Les entreprises n'ont pas à payer notre politique familiale. »
« Je suis totalement opposé à la remise en cause du quotient familial. »
« Cela ferait subir une charge insupportable aux classes moyennes. »

■ 35 heures

« Si une majorité de syndicats se met d'accord dans une entreprise pour décider de leur durée de travail, ils pourront le faire. »
« Les 35 heures n'ont été copiées nulle part ailleurs dans le monde. »

■ Transactions financières

« Il n'y a aucune raison que le monde de la finance, qui nous a plongés dans la crise, ne nous aide pas à en sortir. »

« En décidant de créer une taxe sur les entreprises financières, nous avons trouvé une solution pour éviter les délocalisations. »

■ Fonctionnaires

« Dans le même temps où l'Etat a supprimé 160 000 emplois dans la fonction publique, les collectivités territoriales en ont créé un demi-million... »
« Quand vous embauchez un fonctionnaire, vous l'embauchez pour 40 ans de vie active et 20 ans de retraite. »
« Ce qui inquiète les Français, c'est quand ils sentent qu'on leur raconte n'importe quoi... »

■ Retraite à 60 ans

« Une folie et un mensonge. »
« La retraite à 60 ans, pas un seul Français ne pense que c'est vrai. »
« Un lycéen sur 2 vivra jusqu'à 100 ans, et on va leur proposer d'être à la retraite à 60 ans. »

■ Droits de succession

« Quand on a payé toute sa vie des impôts, il est normal de laisser à ses enfants le fruit de son travail. »

■ Fiscalité

« Les efforts des Français ont payé. J'écarte toute augmentation des impôts. »

■ Heures supplémentaires

« Neuf millions de Français ont bénéficié en 2011 de l'exonération des heures supplémentaires. Je ne reviendrai pas dessus. »

■ Candidat

« Le devoir de lucidité, ça compte. »
« J'ai décidé, mais je suis président du cinquième pays au monde. »
« J'ai fauté quand j'étais plus jeune. J'ai vu les ravages de l'arrogance. »